



Service public de Wallonie

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,
DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE
Direction extérieure de CHARLEROI

ANNEXE 12 - FORMULAIRE G

Personnes de droit public ou actes et travaux d'utilité publique

Décision d'octroi du permis d'urbanisme

Nos réf.: F0414/52011/UCP3/2016/215//444906

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en vigueur ;

Vu le décret du 27 mai 2004 et l'arrêté du Gouvernement Wallon du 17 mars 2005 portant respectivement codification de la partie décrétole et de la partie réglementaire des dispositions du Livre 1^{er} du Code du droit de l'environnement ;

Considérant que BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT SA a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à un bien sis rue Santos Dumont 1 à 6041 GOSSELIES, cadastré GOSSELIES: C*270 e ayant pour objet : Construction d'une nouvelle sous-station électrique (cabine C7) ;

Considérant que la demande complète de permis a été adressée au Fonctionnaire délégué de la DIRECTION DU HAINAUT II de la Direction Générale opérationnelle - Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie, en date du 28/12/2016 ;

Considérant que selon les dispositions du plan de secteur de CHARLEROI, le bien se situe en partie en zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel, et en partie en zone non affectée (zone blanche) - Arrêté royal du 10/09/1979 ;

Considérant que le bien se situe dans un périmètre de reconnaissance économique : "Zone d'activité économique de l'Aéropôle" approuvé par arrêté le 05/09/1991 (affectation : Artisanat et services) ;

Considérant que le bien se situe dans le périmètre de servitude aéronautique ;

Considérant que l'objet de la demande se situe à proximité d'un site classé (Domaine du Bois-Lombut (déclassement d'une partie) arrêté du 03/03/1952) ;

Considérant que le bien se situe sur la courbe de bruit B' de 65 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que la demande de permis comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Considérant que conformément à l'article D.68 §1^{er} du livre I^{er} du Code de l'Environnement , l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier de demande de permis, a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66 du livre I^{er} du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'il résultait des caractéristiques du projet, de son impact sur l'environnement pris au sens large, de sa localisation, qu'il n'y avait pas lieu de requérir la réalisation d'une étude d'incidences du projet sur l'environnement, qu'en outre le dossier permet d'appréhender de manière adéquate et suffisante les divers impacts du projet ;

Considérant que l'avis du Collège communal de et à CHARLEROI, sollicité en date du 31/01/2017 est réputé favorable ;

Considérant que l'avis de BELGO CONTROL, sollicité en date du 31/01/2017 et transmis en date du 24/02/2017 est favorable conditionnel libellé comme suit :

« L'utilisation de grues tours (avec bras horizontal) n'est pas autorisé à cet endroit »

Considérant que l'avis de l'IGRETEC - Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Etudes Techniques et Economiques, sollicité en date du 31/01/2017 et transmis en date du 20/02/2017 est favorable ;

Considérant que l'avis de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport, sollicité en date du 31/01/2017 et transmis en date du 15/02/2017 est favorable conditionnel libellé comme suit :

"Si une grue est érigée lors du chantier (limitation à 10), veuillez prendre contact avec l'inspection aéroportuaire (071/251 212) au moins une semaine à l'avance vu la proximité de l'aéroport. Lors de cette entrevue, vous devrez fournir les caractéristiques de la grue utilisée (type, hauteur, ...), la durée du chantier, le positionnement de la grue et la date du montage"

Considérant que l'avis de la Zone de Secours Hainaut-Est (ZoHE), sollicité en date du 31/01/2017 sera transmis ultérieurement pour strict respect ;

Considérant que le projet consiste en la construction d'une nouvelle-station électrique pour le balisage aéroportuaire et opérations de contrôle du trafic aérien, une Cabine C7 à toiture plate, en forme de « L » présentant une superficie au sol de 300 m², une longueur de 38.47 m, une hauteur 3.65 m et une profondeur maximale de 10.50 m, surmonté en son centre d'un étage technique de forme carrée d'une longueur de 7.54 m, une hauteur de 3.37 m, surmonté d'une vigie en structure métallique avec des vitrages (360°), et d'une cave sous le local balisage de +/- 60 m² ; que les matériaux utilisés sont : un bardage en panneaux fibro-ciment de teinte gris moyens, des panneaux fibro-ciment hydrofuge pour le sous bassement, une toiture plate en béton avec remontée d'acrotère en couvre mur métallique de teinte gris moyen, des portes métalliques de teinte gris foncé, un portail en acier, des écrans de persienne métallique, les châssis en aluminium de teinte gris foncé, des garde-corps en acier galvanisé, un mur rideau en aluminium de teinte gris anthracite ;

Considérant que les abords sont aménagés ; qu'une zone empierrée est réalisée en façade avant et en façade arrière ; qu'une nouvelle voirie empierrée est réalisée ; que 3 places de parking sont réalisées en empierrement ; que différentes zones engazonnées sont réalisées ;

Considérant que l'article 34 du Code précité stipule que : « § 1^{er}. La zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est destinée à recevoir les activités visées aux articles 30 et 30 bis et les activités agro-économiques de proximité, à l'exclusion des activités de vente au détail – Décret du 30 avril 2009, art. 20, 2°). Son affectation est déterminée en fonction de la localisation de la zone, de son voisinage, des coûts et des besoins pour la région concernée, des infrastructures de transport existantes, tout en veillant à développer des potentialités en termes de multimodalité ainsi que des synergies avec les zones attenantes.

Cette zone comporte un périmètre ou un dispositif d'isolement, sauf pour la partie du périmètre qui se situe le long d'une infrastructure de communication utile à son développement économique ou lorsqu'un dispositif naturel ou artificiel, relevant du domaine public, constitue lui-même un périmètre ou un dispositif d'isolement suffisant.

Le logement de l'exploitant ou du personnel de gardiennage peut y être admis, pour autant que la sécurité ou la bonne marche de l'entreprise l'exige. Il fait partie intégrante de l'exploitation.

La mise en œuvre d'une zone ou partie de zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est subordonnée à l'adoption par le conseil communal, soit d'initiative, soit dans le délai qui lui est imposé par le Gouvernement, d'un rapport urbanistique et environnemental, conforme à l'article 33, § 2, et, le cas échéant, à l'article 33, § 2 bis, et à son approbation par le Gouvernement... »

Considérant sur le plan urbanistique, que la zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel en cause est mise en œuvre au sens du l'article 12 bis des dispositions transitoires et finales du décret du 27 novembre 1997 modifiant le CWATUP, dans la mesure où elle est couverte, dans sa totalité, par le schéma directeur dit « de l'Aéropôle », approuvé par les conseils communaux de FLEURUS et de CHARLEROI en dates des 3 juin 1987 et 17 novembre 1987 ; que l'arrêté ministériel du 05 septembre 1991 de reconnaissance prévoit explicitement qu'il y a lieu d'affecter la zone dite « Aéropôle » à usage artisanal et de services et autorise l'intercommunale IGRETEC à procéder aux expropriations des immeubles repris dans ce périmètre ; qu'il y a dès lors lieu de considérer que la ZACCI a bien été mise en œuvre ;

Considérant que le projet concerne un équipement de service public ; que selon le prescrit de l'article 127 § 1, 7° du C.W.A.T.U.P., le fonctionnaire délégué est autorité compétente ; que le projet va permettre d'accueillir les opérations de contrôle du trafic aérien durant la future rénovation de la tour de contrôle actuelle ; qu'il est construit dans la zone aéroportuaire, en extension des infrastructures de l'aéroport ; qu'il s'intègre et forme un ensemble homogène avec les bâtiments et installations présents sur le site de par son gabarit et les matériaux utilisés ; que moyennant le respect des conditions de BELGO CONTROL et de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport, le projet rencontre le prescrit de l'articles 34 du Code précité, est conforme à l'affectation du plan de secteur et respecte le bon aménagement des lieux ; qu'il peut dès lors être autorisé ;

Au vu de ce qui précède,

DECIDE

Article 1^{er} : Le permis d'urbanisme sollicité par BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT SA est **octroyé aux conditions suivantes** :

- Respecter les conditions de BELGO CONTROL reprises ci-dessus ;
- Respecter les conditions de de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport reprises ci-dessus ;
- Respecter les normes et impositions en matière d'incendie émanant du service compétent ;
- Pour le surplus, exécuter les travaux conformément aux plans joints à la demande de permis ;
- Sous réserve du respect et sans préjudice du droit des tiers ;

Article 2 : Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au Collège communal de la commune de CHARLEROI.

Article 3 : Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège communal et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins quinze jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

Article 4 : Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements.

A CHARLEROI, le
Le fonctionnaire délégué

24 MARS 2017


Raphaël STOKIS
Directeur

Responsable de service : Aurélie HOCHART, Attachée

Toute correspondance doit être adressée à l'attention de Monsieur Raphaël STOKIS, Fonctionnaire délégué

Extraits du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie

1) VOIES DE RECOURS

Art. 127. § 6. Le demandeur et le collège communal peuvent introduire un recours auprès du Gouvernement wallon dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué ou de l'écoulement du délai visé à l'article 127, § 4, alinéa 2.

2) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture au chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué, ou le jugement visé à l'article 155, § 5, doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

3) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 86. § 1^{er}. Si, dans les deux ans de l'envoi du permis d'urbanisme, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux de manière significative, le permis est périmé.

§2. Le permis est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi, sauf si la réalisation a été autorisée par phases. Dans ce cas, le permis détermine le point de départ du délai de péremption pour chaque phase autre que la première.

La péremption du permis s'opère de plein droit.

4) PROROGATION DU PERMIS

Art. 86. §3. A la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période d'un an. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé à l'article 86, § 1^{er}.

La prorogation est accordée par le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué.

5) CERTIFICATION DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX

Art. 139. Selon les dispositions que peut arrêter le Gouvernement, dans le délai de soixante jours à dater de la requête que le titulaire du permis ou le propriétaire du bien adresse simultanément au collège communal et au fonctionnaire délégué, il est dressé une déclaration certifiant que :

- 1° les travaux sont ou ne sont pas achevés dans le délai endéans lequel ils devaient être achevés ;
- 2° les travaux ont ou n'ont pas été exécutés en conformité avec le permis délivré.

Si les travaux ne sont pas achevés dans le délai ou ne sont pas conformes au permis délivré, la déclaration doit, selon le cas, contenir la liste des travaux qui n'ont pas été exécutés ou indiquer en quoi le permis n'a pas été respecté

6) MODALITES AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX

Art. 137. Le début des travaux relatifs aux constructions nouvelles, en ce compris l'extension de l'emprise au sol de constructions existantes, est subordonné à l'indication sur place de l'implantation par les soins du collège communal.

Il est dressé procès-verbal de l'indication.

